

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
ET DES LIBERTÉS

ÉCOLE NATIONALE
DE LA MAGISTRATURE

CONCOURS ou EXAMEN* : ENT

2^e concours

DATE : le 10/06/2016

MAGISTRATURE

ou d'y mettre un signe quelconque

Reçu de la
du 28 février
à 10h

N
C
-
N
P
A
B

10h

PARTIE RÉSERVÉE AU JURY

N° de dossier du candidat : 00074

NOTE

13,5/20

Le candidat ne doit rien écrire dans la partie réservée au jury. IL NE DOIT PAS SIGNER SA COMPOSITION

NOMBRE DE FEUILLES INTERCALAIRES :


4

COMPOSITION DE CAS PRATIQUE DROIT PÉNAL

1^{ère} question : s'agissant du code
d'enquête.

Certifié exact.

LE MAGISTRAT OU FONCTIONNAIRE
CHARGÉ DE LA SURVEILLANCE
(signature)



Le cadavre empaillé d'un
jeune homme est découvert le
20 février vers 6 heures du matin.
Une enquête est aussitôt diligentée.
Il existe deux codes
d'enquête de police : l'enquête

préliminaire et l'enquête de flagrance.

Aux termes de l'article 53 du code de procédure pénale, il existe deux cités permettant d'établir l'enquête de flagrance : une citée liée à la gravité de l'infraction : elle ne peut concerner qu'une

infraction qualifiée de crime ou de délit, et une citée temporelle : l'infraction vient de se commettre ou se commet actuellement.

En l'espèce, le critère temporel ne pose aucune difficulté, aucune précision n'étant apportée avant à l'état du code de procédure, et en terminant la scène devant ou ce soir là la victime vivante. De plus le principal suspect indiquera avoir eu une dispute avec la victime ce soir là, ce qui confirme que la nuit de M. Durand était récente.

Quant au critère relatif à la gravité de l'infraction, là encore, cela ne pose aucune difficulté, les nombreuses plaies par arme blanche témoignant de la réalité d'un crime ou d'un délit.

L'enquête se déroule donc sans le régime de la flagrance. En application de l'article 53 alinéa 2 du code pénal, sa durée ne pourra excéder 8 jours, sans prolongation pour la

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

Même durée décidée par le Procureur de la République, soit en l'espèce jusqu'au 28 février à 6 heures du matin, sauf prolongation.

2^e question : Il résulte de l'article 53 alinéa 2 du code de procédure pénale que l'enquête est menée sous le contrôle du Procureur de la République qu'il conciedra d'actes.

En l'espèce, le Procureur territorial compétent sera celui du Tribunal de grande instance de Paris.

De plus, il résulte de l'autopsie que l'infraction reprochée s'analyse évidemment en homicide, aussi, un officier de police judiciaire devra être avisé, lequel devra informer immédiatement le Procureur de la République qui se transportera sans délai sur les lieux. (Article 56 du code de procédure pénale).

3^e question : Suite au témoignage d'un certain Michel Roubert qui a aussitôt après la défecte du cadavre, indiqué aux policiers avoir vu la victime abordée par une jeune femme et qui portait un manteau, et grâce à la description qu'il a faite de celle-ci, Emmanuel Remy est interpellé et placé en garde à vue.

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque

le 21 février à 12 heures -

Sur la régularité de la décision de placement en garde à vue =

L'article 62-2 du code de procédure pénale fixe les conditions pour le placement en garde à vue -

En premier lieu, la décision de placement ne peut être décidée que par un officier de police judiciaire = aucune difficulté en l'espèce (article 63)

Mais, la garde à vue ne peut être décidée qu'à l'encontre d'une personne de l'ensemble de laquelle il existe une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner qu'elle a commis ou tenté de commettre un crime ou un délit puni d'une peine d'emprisonnement

En l'espèce, il s'agit bien d'un crime qui sera reproché à Emmanuel Refix, mais sommes en effet en présence d'une motif certain qui n'a pu être causé que par un acte intentionnel

Il existe plusieurs indices concordants à l'encontre d'Emmanuel Refix = le témoignage des le soir même de Michel Roudot, témoin d'une dispute avec un jeune homme porteur d'un couteau dont la description correspond à Emmanuel Refix; le fait qu'ils semblaient se connaître.

La garde à vue étant une mesure de contrainte, elle doit être l'unique moyen de

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N° 1

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

parvenir à l'un ou même des objectifs prévus par la loi, en l'espèce elle permet à la fois de confronter Emmanuel Refix avec déclarations des témoins, aussi de permettre l'exécution des investigations impliquant sa présence ou sa participation, mais également d'empêcher toute pression sur les témoins.

La décision de placement en garde à vue apparaît donc tout à fait régulière.

Cependant, si l'article 63 du code de procédure pénale permet à un officier de police judiciaire de décider d'office du placement en garde à vue, il doit en avertir le procureur de la République dès le début de la mesure et ce par tout moyen.

Rien ne nous est indiqué quant à cette formalité. S'il s'avère que le Procureur de la République n'a pas été averti du placement en garde à vue de M. Refix, cela fait nécessairement grief à M. Refix, aussi le placement en garde à vue et toute la mesure encaissent la nullité, sauf s'il est apporté la preuve de circonstances insurmontables.

En l'absence de précisions contraires, nous supposons que le Procureur de la République a bien été averti dans les délais.

Sur la légalité du détournement de la garde à vue -

L'article 63-1 du code de procédure pénale prévoit un certain nombre de droits qui doivent être notifiés immédiatement à la personne gardée à vue par l'officier de police judiciaire. Il s'agit notamment de l'information de son placement, des faits qui lui sont reprochés, et des droits dont elle bénéficie, à savoir le droit de faire prier un proche, de consulter un médecin, d'être assisté d'un avocat, d'en interpreter ...

Quant au moment de la notification des droits, elle doit être faite immédiatement, soit dès le début de la garde à vue.

En l'espèce, N. Refix a été placé en garde à vue à 12 heures, et ses droits lui ont été notifiés 35 minutes plus tard.

Se pose alors la question du caractère tardif ou non de la notification en raison des 35 minutes écoulées.

En l'espèce, N. Refix a été conduit au commissariat de police le plus proche. Il semble donc qu'il ait été interpellé sur la voie publique. Il a pu être jugé en fait que la notification des droits qui se pouvait être faite lors de l'interpellation de la personne sur la voie publique et réalisée dès son arrivée dans les locaux de la gendarmerie n'était pas tardive.

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE

FEUILLE INTERCALAIRE N° 2

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

Aussi, à supposer que la notification ait eu lieu, dès son arrivée au commissariat, la notification des droits n'est pas tardive.

S'agissant de l'avocat, M. Refx est mécontent de ce que ce soit un avocat de permanence et non son avocat habituel qui l'assiste.

L'article 63-3-1 du CP indique que la personne gardée à vue peut demander à être assistée par un avocat, et précise que si l'avocat choisi ne peut pas être contacté, elle peut demander à ce qu'il lui soit commis un d'office par le procureur.

En l'espèce, l'officier de police judiciaire a tenté en vain de joindre l'avocat choisi tant sur son téléphone fixe que sur son portable.

Aussi il a accompli les diligences nécessaires, d'autant qu'il a immédiatement alerté l'avocat de permanence qui a pu assister M. Refx.

Aussi, en l'absence d'autre précision quant aux droits supplémentaires dont bénéficie M. Refx, le déroulement de la garde à vue sera considéré comme régulier.

S'agissant du cas particulier de l'enregistrement des auditions, l'article 66-1 du CP en fait une obligation en matière criminelle.

Or il s'achèvera plus tard lors du procès que l'entregittement n'a pu être réalisé en raison d'une défectuosité du matériel.

En l'espèce, le défaut d'entregittement n'est pas imputable aux policiers, on ne saurait leur reprocher cette omission qui porte en principe atteinte aux intérêts de la personne concernée.

La garde à vue de M. Refix est prolongée.

Sur la légalité de la prolongation de la garde à vue.

Selon l'article 63 du CR, la garde à vue ne peut en principe excéder 24 heures. Mais elle peut être prolongée sur autorisation écrite et motivée des Procureurs de la République en matière criminelle.

En l'espèce, nous n'avons aucune information sur ce point.

Elle semble se justifier sur le fond au regard de la présence d'un quel que matériel de rechange au domicile du suspect.

La garde à vue peut être prolongée en l'absence du Procureur, mais M. Refix pourra demander à s'entretenir avec son avocat dès le début de la prolongation. (article 63-6 dernier alinéa du CR).

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N° 3

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

6^{ème} question: Sur la nécessité présente au
don de l'accusé devant la perquisition.

Une perquisition est effectuée dès le début de la garde à vue de M. Refix, qui permet de retrouver un opinel maculé de sang.

L'article 56 du code de procédure pénale réglemente les perquisitions effectuées dans le cas d'une enquête de flagrance. Elles ne peuvent être décidées que par un JG, mais surtout elles ne nécessitent pas l'avertissement de la personne concernée, ni d'ailleurs la présence de son avocat.

En effet il ne s'agit pas du domicile de l'une des personnes mentionnées aux articles 56-1 et suivants.

En conséquence, la perquisition au domicile ne nécessitait pas la présence de son avocat.

7^{ème} question: Les infractions pouvant être
retenues à l'encontre de M. Refix

Il résulte de l'autopsie réalisée que le décès de M. Durand est dû à de nombreuses plaies par arme blanche ayant entraîné une hémorragie massive cause d'un décès très rapide.

Aussi, D. Reflex pourrait se voir reprocher le meurtre, crime prévu et réprimé par l'article 221-1 du code pénal, entraînant une peine de 30 ans de réclusion criminelle.

Le meurtre est défini comme le fait de donner volontairement la mort à autrui.

D. Reflex nie avoir voulu tuer la victime, mais la nature des coups portés, coups portés de l'aide d'un couteau, dirigés vers l'artère fémorale et le cœur, pourraient laisser penser le contraire.

A minima, si l'intention de tuer, l'*animus necandi*, n'était pas avérée, D. Reflex pourrait se voir reprocher les violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner, crime prévu et réprimé par l'article 222-7 du code pénal, entraînant une peine de quinze ans de réclusion criminelle.

La suite de l'enquête puis de l'information judiciaire devra se diriger vers cette intention homicide, seul critère de distinction entre les deux infractions.

6^{ème} question = Sur les orientations procédurales

Qu'il s'agisse de l'enquête ou de l'information judiciaire des infractions reprochées à D. Reflex, les faits étant de nature criminelle, l'ouverture d'une instruction est obligatoire, en vertu

ECOLE NATIONALE DE LA MAGISTRATURE
FEUILLE INTERCALAIRE N° 6

Il est interdit aux candidats de signer leur composition ou d'y mettre un signe quelconque.

de l'article 79 du code de procédure pénale. Est d'ailleurs le cas en l'espèce puisque D. Refix a été présenté au parquet à l'issue de sa garde à vue, lequel aura pris les réquisitions introductives permettant de saisir le juge d'instruction, qui l'a mis en examen.

La mise en examen peut être décidée que si les conditions de l'article 80-1 du code de procédure pénale sont réunies.

Les faits étant particulièrement graves et les risques de pression sur les témoins importants, le juge d'instruction a saisi le juge des libertés et de la détention en vue de son placement en détention provisoire conformément aux dispositions de l'article 114 du code de procédure pénale.

À l'issue de la procédure d'instruction, si les faits ne s'établissent pas suffisamment établis à l'encontre de D. Refix, le juge d'instruction rendra une ordonnance de non lieu, ce qui semble peu probable en l'espèce et démenti par l'ampleur des faits qui font état d'un procès.

Aussi, le juge d'instruction rendra vraisemblablement une ordonnance de mise

en accusation, saisissant la Cour d'Assises territorialement compétente (Paris), seule compétente pour juger des infractions qualifiées de crimes.

Leur requalification judiciaire d'opportunité pourrait être décidée par le juge d'instruction pendant abs leur ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel de Paris. Cependant, cela s'avère peu vraisemblable en l'état.

N. Refix sera jugé par la Cour d'Assises de Paris par le meurtre de N. Durant, au lieu par l'incrimination volontaire ayant entraîné la mort de N. Durant sans intention de la causer.

Il existe une peine de réclusion criminelle de 15 à 30 ans selon le cas.